

Rapport 2022 du Giec : une nouvelle alerte face au réchauffement climatique

Le deuxième volet du sixième rapport d'évaluation du Giec a été publié le 28 février 2022. Le premier volet, en date d'août 2021, concluait que le changement climatique était plus rapide que prévu. Ces derniers travaux s'intéressent aux effets, aux vulnérabilités et aux capacités d'adaptation à la crise climatique.

Publié le 1er mars 2022



Le **deuxième volet** du **rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec)** (<https://news.un.org/fr/story/2022/02/1115262>) a été rédigé par 270 scientifiques de 67 pays. Sa synthèse a été validée par les 195 pays membres du Giec.

En avril 2022, le Giec publiera un **troisième volet concernant les solutions à mettre en place pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.**

Des effets irrémediables

La première partie du rapport est consacrée aux effets actuels du réchauffement climatique (+1,09°C en 2021) sur les populations et les écosystèmes :

réduction de la disponibilité des ressources en eau et en nourriture (en Afrique, en Asie et dans les petites îles notamment) ;

impact sur la santé dans toutes les régions du monde (plus grande mortalité, émergence de nouvelles maladies, développement du choléra), augmentation du stress thermique, dégradation de la qualité de l'air... ;

baisse de moitié des aires de répartition des espèces animales et végétales.

Ces effets sont irrémédiables, même dans l'hypothèse d'une limitation de la hausse des températures à 1,5°C comme fixé dans l'**accord de Paris**. Ils sont par ailleurs aggravés par la pauvreté ou l'accès limité à des services.

D'ores et déjà, entre 3,3 et 3,6 milliards d'habitants vivent dans des situations très vulnérables au changement climatique.

Les experts évoquent les incidences à venir pour les populations avec, en particulier, 1 milliard d'habitants des régions côtières menacés en 2050.

Parmi les effets en cascade liés aux catastrophes naturelles de plus en plus rapprochées, le Giec évoque aussi les conséquences sur la production alimentaire, la hausse du prix des aliments ou encore la malnutrition...

"Manque de volonté politique"

Si des **efforts** ont été réalisés pour **réduire les émissions de CO₂**, les auteurs du rapport dénoncent une **inadéquation des moyens mis en œuvre face à la rapidité des changements**, signe d'un "*manque de volonté politique*" avec, pour exemple, le non-respect des engagements de **Glasgow 2021 lors de la COP 26** en matière de doublement des budgets pour lutter contre le réchauffement.

Un développement résilient au changement climatique est cependant encore possible en consacrant des efforts financiers plus importants dans certains secteurs clés :

la transition énergétique pour réduire les émissions de CO₂ ;

une meilleure gestion de l'eau et de l'irrigation mais aussi une meilleure adaptation des cultures aux conditions climatiques via l'agroécologie ;

la préservation du milieu naturel (**restauration des forêts et des écosystèmes naturels**, arrêt de l'urbanisation dans les zones côtières, végétalisation des villes...).

Tandis que certaines zones du monde sont déjà dans des situations critiques, le Giec met en garde contre des solutions de court terme inadaptées (mise en place de digues sur le littoral...).

Au rythme de développement actuel, le réchauffement climatique pourrait atteindre 2,7°C à la fin du siècle.

Abonnez-vous à nos lettres d'information

Votre adresse électronique (ex. : nom@domaine.fr)

S'abonner

En renseignant votre adresse électronique, vous acceptez de recevoir nos actualités par courriel. Vous pouvez vous désinscrire à tout moment à l'aide des liens de désinscription ou en nous contactant.

Suivez nous

sur les réseaux sociaux